

- Membres théoriques :
20
- Membres en exercice :
20
- Membres présents :
19
- Pouvoirs :
2
- Votants :
19



**CONSEIL D'ADMINISTRATION DU
SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**DESIGNATION DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
SIEGEANT AU SEIN DES INSTANCES DE GESTION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SEINE-MARITIME**

Le 06 septembre 2021, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 16 août 2021, s'est réuni à l'Hôtel du département sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (11 membres) avec 19 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Pierrette CANU, Chantal COTTEREAU, Louisa COUPPEY, Claire GUEROULT, Christine MOREL, Dominique TESSIER.

MM. Nicolas BERTRAND, Olivier BUREAUX, Bastien CORITON, Gérard COLIN, Julien DEMAZURE, Dominique METOT, Nicolas ROULY, Didier TERRIER, Jean-Pierre THEVENOT.

Suppléants

MM. Joël DECOUDRE, Hervé GUERARD (sans voix délibérative) et Laurent JACQUES (sans voix délibérative).

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel Rémy WECLAWIAK, le Colonel Thierry SENEZ, le Lieutenant-Colonel Hervé TESNIERE, le Commandant Julien HURE, le Lieutenant Jérôme ANQUETIL, Pascal GRESSER, Payeur départemental et Mme Béatrice DUFOUR.

III. Membre de droit :

M. Pierre-André DURAND, Préfet de la Région Normandie, Préfet de la Seine-Maritime.

IV. Pouvoirs :

Madame Marie-Agnès POUSSIER-WINSBACK à Monsieur André GAUTIER,
Monsieur Guillaume COUTEY à Monsieur Bastien CORITON.

Étaient absents excusés :

Mmes Virginie LUCOT-AVRIL – représentée, Marie-Agnès POUSSIER-WINSBACK, Gladys TEINTURIER – représentée.

MM. Guillaume COUTEY, Florent SAINT-MARTIN, l'Adjudant-Chef Philippe SEVESTRE, le Capitaine Nicolas VACLE.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales et notamment son article L 1424-27,*
- *la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,*
- *le décret n°85-565 du 30 mai 1985 modifié relatif aux comités techniques des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,*
- *le décret n°85-603 du 10 juin 1985 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale,*
- *le décret n°89-229 du 17 avril 1989 modifié relatif aux commissions administratives paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements,*
- *le décret n° 97-279 du 24 mars 1997 modifié relatif aux commissions administratives paritaires et aux comités techniques paritaires des sapeurs-pompiers professionnels,*
- *l'arrêté du 04 août 2004 modifié relatif aux commissions de réforme des agents de la fonction publique territoriale et de la fonction publique hospitalière,*
- *l'arrêté du 29 mars 2016 modifié portant organisation du comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires,*
- *la délibération n°6 du Conseil d'administration en date du 12 janvier 2010 portant création d'un fonds de secours exceptionnel,*
- *le règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 1^{er} mars 2019,*
- *les élections des représentants des communes et des établissements publics de coopération intercommunale en date du 27 octobre 2020,*
- *l'élection des membres du Conseil départemental siégeant au Conseil d'administration du Sdis 76 en date du 16 juillet 2021,*
- *l'arrêté de monsieur le Président du département n°AG-2021-050 en date du 19 juillet 2021 portant désignation de monsieur André GAUTIER, Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.*

*

* *

Pour faire suite au renouvellement du Conseil d'administration à l'issue des élections départementales, les représentants de l'administration siégeant au sein des instances de gestion doivent être désignés.

1 – COMITÉ TECHNIQUE

Le comité technique (CT) concerne l'ensemble des personnels permanents ; les sapeurs-pompiers professionnels comme les agents relevant des autres filières (administrative, technique et médico-sociale principalement).

Il a vocation à être consulté pour avis sur les questions relatives :

1° A l'organisation et au fonctionnement des services ;

2° Aux évolutions des administrations ayant un impact sur les personnels ;

3° Aux grandes orientations relatives aux effectifs, emplois et compétences ;

4° Aux grandes orientations en matière de politique indemnitaire et de critères de répartition y afférents ;

5° A la formation, à l'insertion et à la promotion de l'égalité professionnelle ;

6° Aux sujets d'ordre général intéressant l'hygiène, la sécurité et les conditions de travail.

Le comité technique est également consulté sur les aides à la protection sociale complémentaire, lorsque la collectivité territoriale ou l'établissement public en a décidé l'attribution à ses agents, ainsi que sur l'action sociale.

Les incidences des principales décisions à caractère budgétaire sur la gestion des emplois font l'objet d'une information du comité technique.

L'autorité territoriale présente au moins tous les deux ans un rapport sur l'état de la collectivité, de l'établissement ou du service auprès duquel il a été créé. Ce rapport indique les moyens budgétaires et en personnel dont dispose cette collectivité, cet établissement ou ce service. Il dresse notamment le bilan des recrutements et des avancements, des actions de formation, des demandes de travail à temps partiel.

Le rapport rend compte des conditions dans lesquelles la collectivité ou l'établissement respecte ses obligations en matière de droit syndical. Il présente des données relatives aux cas et conditions de recrutement, d'emploi et d'accès à la formation des agents non titulaires. La présentation de ce rapport donne lieu à un débat.

A partir des éléments contenus dans le rapport sur l'état de la collectivité, une négociation est conduite entre l'autorité territoriale et les organisations syndicales afin de promouvoir l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes en matière de recrutement, de rémunération, de formation, de promotion et de mobilité. L'autorité territoriale arrête un plan pluriannuel pour l'égal accès des femmes et des hommes aux emplois d'encadrement supérieur de la fonction publique territoriale, qui est soumis au comité technique.

Le comité technique a également connaissance d'un rapport annuel sur le nombre de fonctionnaires mis à disposition auprès d'autres administrations, sur l'emploi des personnes en situation de handicap et le déroulement des contrats aidés (contrat d'accompagnement dans l'emploi notamment).

Le Bureau du Conseil d'administration, par délibération du 06 juin 2018, a fixé à six le nombre de représentants titulaires pour les collèges des représentants du personnel et des représentants de l'établissement, il appartient au Président du Conseil d'administration de désigner les six membres représentant l'administration et leurs suppléants (art. 4 du décret n°85-565 du 30 mai 1985 relatif aux comités techniques des collectivités locales et de leurs établissements publics) ainsi que de désigner le président de l'instance.

Les membres désignés sont présentés par le Président du Conseil d'administration.

Il est à noter qu'à l'issue des élections professionnelles de 2022, le comité technique sera remplacé par un comité social territorial qui sera la fusion du comité technique et du CHSCT.

*

**

2 – COMITE D'HYGIÈNE, DE SÉCURITÉ ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) concerne l'ensemble des personnels permanents : les sapeurs-pompiers professionnels et les agents relevant des autres filières (administrative, technique et médico-sociale principalement).

Il a pour mission de contribuer à la protection de la santé physique et mentale et de la sécurité des agents dans leur travail, notamment en ce qui concerne :

- *l'observation des prescriptions législatives et réglementaires en matière d'hygiène et de sécurité,*
- *les méthodes et techniques de travail et le choix des équipements de travail dès lors qu'ils sont susceptibles d'avoir une influence directe sur la santé des agents,*
- *les projets d'aménagement, de construction et d'entretien des bâtiments au regard des règles d'hygiène et de sécurité, et de bien-être au travail,*
- *aux mesures prises en vue de faciliter l'adaptation des postes de travail aux personnes reconnues travailleurs handicapés et aux mesures prises, en application du décret n° 85-1054 du 30 septembre 1985 relatif au reclassement des fonctionnaires territoriaux reconnus inaptes à l'exercice de leurs fonctions, afin de permettre le reclassement de ces fonctionnaires,*
- *aux mesures d'aménagement des postes de travail permettant de favoriser l'accès des femmes à tous les emplois ou nécessaires aux femmes enceintes,*
- *l'amélioration des conditions de travail.*

Le CHSCT procède en outre à l'analyse des risques professionnels auxquels sont exposés les agents des services entrant dans son champ de compétence. A cette fin, il délibère chaque année sur un rapport relatif à l'évolution des risques professionnels, présenté par le Président du CHSCT.

Il est informé de la désignation des conseillers et assistants de prévention.

Il a également un rôle de suggestion de toutes mesures destinées à améliorer l'hygiène et la sécurité du travail et à assurer l'instruction des agents dans ce domaine. À ce titre, il coopère à la préparation des actions de formation et veille à leur mise en œuvre.

Il est consulté sur les règlements et consignes de sécurité ou autre document émanant de la même autorité qui sont éventuellement discutés en son sein. Il procède à l'examen des observations consignées par les agents, et éventuellement par les usagers, sur les registres cotés de santé et de sécurité, qui sont mis en place à la direction, dans les groupements territoriaux et dans les centres d'incendie et de secours. Il est également informé des observations formulées par les fonctionnaires chargés de mission d'inspection.

De la même manière, le rapport annuel du service de médecine préventive est soumis pour examen du CHSCT par le Président du CHSCT ainsi que le programme annuel de prévention des risques professionnels. Il fixe la liste détaillée des actions qu'il apparaît souhaitable d'entreprendre au cours de l'année à venir. A ce titre, ce programme pourrait utilement préciser les conditions d'exécution de ces actions et l'estimation de leur coût.

La délibération n°2018-BCA-40 en date du 06 juin 2018 fixe à 6 le nombre de représentants titulaires pour le collège des représentants du personnel et à 6 pour le collège des représentants de l'établissement.

Il appartient donc au Président du Conseil d'administration de désigner ces six membres représentant l'administration et leurs suppléants (art.32 du décret n°85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale).

Les membres désignés sont présentés par le Président du Conseil d'administration.

Cette instance disparaîtra à l'issue des élections professionnelles de 2022 pour fusionner avec le comité technique en comité social territorial.

*

**

3 – COMMISSION ADMINISTRATIVE PARITAIRE DES SAPEURS-POMPIERS PROFESSIONNELS DE CATÉGORIE C

La commission administrative paritaire (CAP) est consultée pour avis sur les questions d'ordre individuel concernant les sapeurs-pompiers professionnels de catégorie C. La loi n° 2019-828 du 06 août 2019 de Transformation de la Fonction Publique et le décret n°2019-1265 du 29 novembre 2019 relatif aux lignes directrices de gestion et à l'évolution des attributions des commissions administratives paritaires ont modifié les attributions des commissions administratives paritaires, lesquelles ont trait aux décisions défavorables (licenciement, refus de disponibilité,...) ou de disponibilité (nouveaux cas de saisine à l'initiative de l'agent).

La CAP peut également siéger en conseil de discipline.

Sa composition est, en application des dispositions du décret n°88-229 du 17 avril 1989 modifié relatif aux commissions administratives paritaires des collectivités locales et de leurs établissements publics, fixée à six membres représentant l'administration et leurs suppléants.

Les membres représentant l'administration ou l'autorité territoriale sont désignés en respectant une proportion minimale de 40% de personnes de chaque sexe conformément à l'article 54 de la loi n°2012-347 du 12 mars 2012.

Il appartient donc au Président du Conseil d'administration de désigner les six membres titulaires représentant l'administration et les six suppléants. La présidence de la CAP est assurée par le Président du Conseil d'administration.

Les membres désignés sont présentés par le Président du Conseil d'administration.

*

**

4. DÉSIGNATION DES MEMBRES AU COMITÉ CONSULTATIF DÉPARTEMENTAL DES SAPEURS-POMPIERS VOLONTAIRES

Le comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires (CCDSPV), institué auprès du Service départemental d'incendie et de secours par l'article R. 1424-23 du code général des collectivités territoriales, est compétent pour donner un avis sur toutes les questions relatives aux sapeurs-pompiers volontaires du corps départemental, à l'exclusion de celles intéressant la discipline.

Préalablement à toute décision de l'autorité territoriale d'emploi, il est obligatoirement saisi pour avis sur :

- *les refus d'engagement ou de renouvellement d'engagement,*
- *l'avancement de grade des officiers jusqu'au grade de capitaine,*
- *l'avancement de grade des infirmiers sapeurs-pompiers volontaires,*
- *la validation de l'expérience et des formations des sapeurs-pompiers volontaires,*
- *le règlement intérieur du corps départemental,*
- *le schéma départemental d'analyse et de couverture des risques,*
- *toute question relative à la santé et à la sécurité impliquant les sapeurs-pompiers volontaires.*

Le CCDSPV est présidé par le Président du Conseil d'administration ou par un élu du Conseil d'administration désigné par lui et est composé aux termes de l'arrêté du 29 mars 2016 modifié « [...] d'un nombre égal de représentants de l'administration et de représentants élus des sapeurs-pompiers volontaires du corps départemental.

Les représentants de l'administration sont ceux siégeant au comité technique paritaire du service départemental d'incendie et de secours auxquels s'ajoutent, si le nombre de représentants de l'administration au comité technique paritaire est inférieur à 7, des membres du conseil d'administration de l'établissement désignés ou élus en son sein selon des modalités qu'il définit.

[...] Lorsqu'ils n'en sont pas membres, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, le médecin-chef du service de santé et de secours médical ainsi que le président de l'Union départementale des sapeurs-pompiers, ou leurs représentants, assistent avec voix consultative aux séances du comité. »

Il est rappelé que le nombre de représentants de l'administration au comité technique est fixé à six.

La constitution du CCDSPV est arrêtée à sept représentants de l'administration et sept représentants du personnel. A la suite du renouvellement partiel du Conseil d'administration du Sdis 76 en raison des élections départementales, il vous est donc demandé de bien vouloir :

- arrêter le principe de la désignation des deux représentants de l'administration appelés à siéger au sein du CCDSPV en sus des membres déjà désignés du comité technique,
- désigner deux membres du Conseil d'administration en son sein pour siéger au sein du CCDSPV, un titulaire et un suppléant.

*

**

5. REPRESENTATION AU SEIN DES COMITES DE GROUPEMENT

Conformément à l'article 6400-2 du règlement intérieur du Sdis et l'article 2 de l'arrêté 2016/GAP-1951 du 30 mai 2016, les comités de groupement sont présidés par un élu, représentant l'administration, siégeant au comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires.

Le Président du Conseil d'administration désigne les présidents des comités.

Dans un souci de proximité, le Président désigne en qualité de président des comités, un représentant de l'administration, membre du CCDSPV, élu dans le ressort territorial du comité. Il a été acté que le Président du Conseil d'administration supplée, le cas échéant, les trois présidents des comités.

Les membres désignés sont présentés par le Président du Conseil d'administration.

*

**

6. DÉSIGNATION DES REPRÉSENTANTS DE L'ADMINISTRATION AUX COMMISSIONS DE RÉFORME DES SAPEURS-POMPIERS

L'arrêté du 04 août 2004 relatif aux commissions de réforme des agents de la fonction publique territoriale et de la fonction publique hospitalière fixe, en son article 7, une dérogation quant à la désignation des représentants de l'administration du Service départemental d'incendie et de secours.

Pour la commission départementale de réforme des sapeurs-pompiers professionnels, il est procédé à la désignation par les membres élus du Conseil d'administration et en son sein, de deux représentants de l'administration pour siéger en qualité de titulaire à la commission.

Chaque titulaire a deux suppléants désignés dans les mêmes conditions.

Pour la commission départementale de réforme des sapeurs-pompiers volontaires prescrite par l'arrêté du 30 juillet 1992, il est procédé à la désignation d'un représentant des collectivités et établissements publics et de son suppléant par les membres élus du Conseil d'administration et en son sein sur proposition du Président du Conseil d'administration.

Il vous est donc proposé de bien vouloir :

- procéder à la désignation des deux représentants titulaires et de leurs suppléants pour la commission départementale de réforme des sapeurs-pompiers professionnels,
- procéder à la désignation du représentant titulaire et de son suppléant pour la commission départementale de réforme des sapeurs-pompiers volontaires.

*

**

7. REPRESENTATION AU SEIN DU FONDS DE SECOURS EXCEPTIONNEL

Afin de compléter les prestations assurées par le comité national des œuvres sociales (CNAS), les amicales ou l'Union départementale, le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime a créé, par délibération du Conseil d'administration du 12 janvier 2010, un fonds de secours exceptionnel.

Ce fonds a vocation à aider les agents permanents en difficulté et pour lesquels les prestations apportées par les autres structures ne sauraient suffire à leur permettre de retrouver un équilibre.

Ce fonds est réparti par la commission de secours exceptionnel qui est composée :

- *d'un membre du Conseil d'administration, Président,*
- *du Directeur départemental ou son représentant,*
- *du chef du groupement des Ressources Humaines ou son adjoint,*
- *de deux représentants du personnel siégeant au CASDIS désignés après tirage au sort (avec pour chaque membre, un titulaire et un suppléant).*

Il vous est donc demandé de bien vouloir :

- désigner deux membres du Conseil d'administration, un en qualité de titulaire et un en qualité de suppléant afin de siéger à cette commission.

*

* *

Sur le rapport remis sur table et après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent, à l'unanimité ce dossier.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20210909-DCA-2021-032-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 09/09/2021

Affichage : 09/09/2021

Pour l'autorité compétente par délégation



Le Président du Conseil d'administration,

Signé électroniquement, le 09/09/2021
Andre GAUTIER, Président CASDIS

André GAUTIER